

PATRICE GÉLARD

Le consensus en Union soviétique

Le consensus en Union soviétique existe-t-il ? Question difficile. Pour les uns, il est évident ; à chaque élection 99,9 % des électeurs inscrits votent pour le candidat unique proposé à leurs suffrages ; l'adoption de la nouvelle Constitution soviétique, adoptée à l'unanimité des députés du Soviet suprême, après une gigantesque consultation populaire où participèrent les quatre cinquièmes de la population active, en est également la preuve. Et d'ailleurs comment pourrait-on être contre le régime le « plus démocratique et le plus avancé du point de vue social », celui où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu et où il n'existe plus de luttes de classes ?

Pour d'autres, le consensus est totalement inexistant ; mais là il ne faut jamais oublier que ce point de vue est surtout exprimé en dehors de l'Union soviétique ; l'Union soviétique pour ces derniers dispose d'un régime imposé et non voulu ; chaque nationalité chercherait à quitter l'ensemble ou tout au moins à se dégager de l'emprise russe ; les élections ne sont qu'une mascarade qui cache mal l'emprise d'un régime policier qui ne peut se maintenir que grâce à l'appareil du parti qui ne représenterait que lui-même ; d'ailleurs le nombre des contestataires qui ne cesse de se développer dévoile de plus en plus le mécontentement profond des masses soviétiques.

Entre ces deux opinions extrêmes, il est difficile de situer la vérité. Néanmoins quelques éléments de réponse peuvent être fournis ; ils ne sont qu'une première approximation et, en l'absence d'enquête sociologique poussée, il est malaisé de demeurer sur cette question constamment objectif.

Le développement progressif du consensus en Union soviétique

L'effondrement tout à la fois politique et militaire de l'ancien régime impérial mais aussi du gouvernement provisoire, héritier de la légalité, avait simultanément détruit le consensus précaire sur lequel reposait l'ancien Empire russe, basé sur des données tout à la fois économiques, politiques et idéologiques, voire même métaphysiques, de plus en plus contestées et critiquées depuis la Révolution de 1905 par les éléments les plus dynamiques de la population. En fait la remise en cause du consensus sur lequel reposait l'Empire russe devenait inéluctable ; la guerre de 1914-1917 a rendu simplement le processus plus rapide et plus radical. Mais la Révolution bolchevique n'a pas immédiatement, loin de là, comblé le vide idéologique et remplacé un consensus par un autre.

La Russie puis l'Union soviétique de l'époque de Lénine et de la NEP a en fait multiplié les mesures visant à satisfaire certaines exigences fondamentales (la paix, la terre aux paysans, libertés et droits sociaux élémentaires) tout en maintenant une pression militaire, policière et politique sur tous les éléments estimés comme inassimilables dans la nouvelle société soviétique. L'œuvre de Lénine pour la reconstitution du consensus demeure cependant considérable notamment grâce à la mise en place des institutions fédérales et autonomes permettant de satisfaire certaines revendications d'éléments nationalistes et non russes, grâce au recours d'une idéologie légitimante par ses finalités (le marxisme enrichi du léninisme), grâce à l'efficacité d'un système d'organisations permettant de restructurer la société soviétique (Armée rouge, Parti communiste, administration).

L'ère stalinienne se décompose en deux grandes périodes ; dans la première, Staline supplée à l'absence de consensus par le recours systématique à la violence (déportation massive des *koulaks*, collectivisation forcée des terres, grands procès et purges, écrasement de toute velléité de contestation) et aussi grâce au développement industriel et aux grands travaux qui permettent de rendre crédible l'efficacité ultérieure du système politique et accessoirement d'élever le niveau de vie. Une telle politique aurait pu conduire, en raison même d'absence de consensus, à l'effondrement total du régime soviétique lors de l'invasion hitlérienne. Mais plus que les maladresses psychologiques des envahisseurs allemands qui s'aliénèrent rapidement les populations « libérées », ce sont d'autres éléments, proches en fait d'un consensus, profondément ancrés dans l'histoire, qui expliquent le sursaut puis la victoire du peuple soviétique et non

seulement russe contre l'Allemagne nazie. Comment oublier les appels à la résistance du métropolite Serge, bientôt promu patriarche, qui, bien que victime des persécutions religieuses, galvanisera avec lui l'ensemble des croyants orthodoxes ; comment ne pas citer les actes innombrables de courage des *partisans*, des civils comme à Leningrad, des soldats comme à Stalingrad ; comment oublier les 20 millions de morts et la destruction de tout le potentiel économique et urbain de l'Union soviétique européenne ?

La guerre a reconstitué le consensus non plus seulement historique ou culturel qui n'a jamais cessé dans la nation russe, mais aussi profondément politique unissant le peuple soviétique, cette fois-ci, derrière son chef (ne l'appellera-t-on pas *Batiouchka*, petit père, comme les tsars), son administration (le parti, comme autrefois les *Tchinovniki*), son idéologie (le marxisme-léninisme) et son espoir (la reconstruction du pays, l'avènement d'une société de plus en plus juste et de plus en plus efficace se rapprochant du communisme, la défense et le maintien de la paix). En trente ans les éléments du consensus ont pu être reconstitués sur des bases tout à la fois nouvelles et adaptés aux exigences du peuple soviétique.

Il ne restait plus aux successeurs de Staline qu'à maintenir et si possible développer l'héritage ainsi acquis. C'est la raison pour laquelle la déstalinisation sera si difficile à effectuer en profondeur mais c'est aussi la raison pour laquelle Khrouchtchev puis Brejnev pourront annoncer que l'Union soviétique est successivement passée de l'Etat de la dictature du prolétariat à celui de la majorité du peuple puis à celui du peuple tout entier (*Obščénarodnoe Gosudarstvo*), que les soviets sont devenus les soviets du peuple et que le parti existe pour le peuple et est au service du peuple (art. 6 de la nouvelle Constitution).

L'adoption de la Constitution du 7 octobre 1977 après une gigantesque consultation populaire est la manifestation la plus visible du maintien de ce consensus hérité de Staline et de l'effort de guerre et de reconstruction.

Néanmoins ce consensus qui justifie le régime soviétique et qui le légitimise, qui n'autorise actuellement aucune solution de rechange à l'actuel pouvoir politique, connaît quelques limites qu'il convient de mentionner et est aussi d'une nature profondément spécifique à la Russie d'abord et à l'Union soviétique ensuite.

Les limites et les spécificités du consensus en Union soviétique

Les limites. — Il ne faut pas croire naïvement, après les résultats de chaque élection, que la société soviétique est unanime derrière

ses dirigeants, son parti et son administration. La lecture quotidienne de la presse soviétique démontre que les critiques sont nombreuses, souvent humoristiques, parfois féroces à l'égard des tares et des défauts de la vie quotidienne en Union soviétique. Mais il ne faut pas croire non plus que les contestataires soviétiques attaquant cette fois-ci le régime représentent actuellement en profondeur les aspirations du peuple soviétique. Néanmoins le consensus connaît un certain nombre de points faibles sur lesquels il convient brièvement de s'arrêter.

Tout d'abord les clivages à l'intérieur de la société soviétique entre jeunes et vieux, entre techniciens et dogmatiques, entre Russes et non-Russes, entre citadins et ruraux sont sources d'affrontements éventuels.

Ainsi à titre d'exemple, une enquête ancienne de la *Komsomol'skaja Pravda* avait démontré au début des années 60 le profond fossé qui séparait les jeunes des adultes. La destitution de Khrouchtchev ou les difficultés de mettre en place les réformes économiques ont été là encore la manifestation d'un clivage opposant cette fois-ci les techniciens économistes aux dogmatiques de l'appareil du parti.

Mais il est d'autres clivages potentiellement plus dangereux pour le consensus soviétique. Le plus inquiétant est sans nul doute pour les dirigeants soviétiques actuels la montée progressive des nationalités non russes dans l'ensemble soviétique. Estimés à 52 % de la population totale au recensement de 1970, les Russes ne représenteraient maintenant plus qu'un peu moins de 50 % en raison des taux de natalité particulièrement faibles chez les Slaves et élevés chez les non-Slaves, notamment Turco-Mongols et Caucasiens (1). Ce phénomène dont les manifestations les plus visibles apparaissent dans certains limogeages spectaculaires de responsables locaux (comme en Géorgie, en Azerbaïdjan ou même en Ukraine) qui s'étaient taillés de véritables baronnies mais aussi dans des manifestations de désespoir comme celles des Tatares de Crimée ou des Baltes comme à Kaunas en 1972, voire même dans des manifestations classiquement terroristes comme l'incendie de l'opéra de Tbilissi. La montée du sentiment national n'est certes pas un phénomène nouveau ; les particularismes ukrainiens, baltes et caucasiens ne datent pas d'hier et le fonctionnement de l'Etat soviétique à Tbilissi, à Kiev ou à Riga n'a rien de comparable avec ce qui se passe à Moscou ou à Leningrad.

(1) Pour les résultats du recensement, voir *Problèmes politiques et sociaux*, 1970, n° 23, 1971, n° 87-88, 1973, n° 190-191, 202, 208, 1974, n° 224-225, 242.

Mais le mouvement a tendance à s'étendre, affectant les Républiques turco-mongoles d'Asie centrale qui redécouvrent leur histoire et aussi l'importance de la tradition islamique, l'ensemble de la communauté juive forte de près de 3 millions de membres qui se sentent plus Juifs que Soviétiques, les minorités, victimes de la répression stalinienne comme les Tatares de Crimée mais aussi les Républiques lentement russifiées qui réagissent avec plus ou moins de bonheur à l'immigration russe. Certes, il n'y a actuellement rien de commun entre un Ouzbek redécouvrant son histoire nationale, un Tatar désireux de retourner en Crimée, un Ukrainien, fier de son histoire et de son particularisme national, ou un Lituanien tout à la fois catholique et nostalgique d'un régime à l'occidentale ; mais les non-Russes peuvent très rapidement prendre conscience de l'identité de leurs problèmes et de leurs intérêts face aux Russes partout majoritaires dans l'appareil du parti, de l'Etat et de l'économie.

La seconde limite est cette fois-ci de nature institutionnelle. La société soviétique est régie par un gigantesque appareil bureaucratique, indiscutablement efficace mais qui comporte en lui-même toutes les potentialités d'une société bloquée. Blocage au niveau des promotions et des responsabilités puisque le système conduit à généraliser les règles du phénomène bureaucratique (promotion plus à l'ancienneté qu'au mérite, généralisation de l'irresponsabilité des cadres au niveau inférieur et intermédiaire (2) ; blocage au niveau de la communication entre gouvernants et gouvernés et mauvais fonctionnement des intermédiaires (organisations sociales, mass media, collectifs de travailleurs) devenus certes tout autre chose qu'une courroie de transmission telle que la définissait Staline mais insuffisamment autonomes par rapport au parti et aux centres de décision pour transmettre au pouvoir les aspirations populaires ; blocage enfin dû à l'importance potentielle des exigences internes de l'appareil bureaucratique qui risquent de transformer l'accessoire en essentiel.

C'est pourquoi les critiques des « contestataires » de l'intérieur comme Sakharov ou de l'émigration comme Amalrik, Plioutch ou Soljenitsyne reprennent et développent les deux thèmes précédemment exposés. Mais il est frappant de constater que dans leur pathétique défense des droits de l'homme, l'ensemble des contestataires

(2) C'est ainsi qu'à chaque niveau de responsabilité un âge moyen peut être dégagé et qu'aux emplois de haute responsabilité (Bureau politique, Conseil des Ministres) la moyenne d'âge est particulièrement élevée. Ainsi Kossyguine répondait aux journalistes que l'on ne constitue pas un gouvernement comme une équipe de football.

soviétiques n'arrivent pas à dégager un modèle original et se limitent soit à critiquer les excès du fonctionnement du parti, soit à se référer à des modèles pluralistes d'inspiration classiquement occidentale tout en affirmant leur attachement au socialisme, voire même en proclamant leur appartenance au mouvement communiste. Même le plus conscient des analystes contestataires, Roy Medvedev, n'arrive pas à envisager autre chose qu'un schéma utopique, actuellement irréalisable, compte tenu des réalités soviétiques (3). Car il ne faut pas oublier l'isolement des contestataires, divisés en de multiples tendances (4) et en fait physiquement séparés et du pouvoir et du peuple qu'ils conçoivent plus de façon métaphysique ou affective qu'objective et concrète.

En fait les limites du consensus sont le plus souvent le résultat des contradictions de la société soviétique qui résulte parfois de la discordance entre les principes affirmés et leur application réelle. De cela, les dirigeants soviétiques actuels en sont parfaitement conscients et c'est sans doute la raison pour laquelle ils s'efforcent, dans toutes les réformes récentes, de développer l'efficacité de l'appareil bureaucratique, notamment dans le secteur économique et dans les rapports entre l'administration et les administrés, et d'améliorer la légalité et le respect des droits des citoyens sans pour autant remettre en cause l'ensemble des principes politiques, économiques et sociaux du régime soviétique ; des améliorations lentes et continues, toujours contrôlées, tel est leur objectif et surtout pas des transformations rapides ou brutales qui risqueraient, de par leur caractère incontrôlable, de briser peut-être le consensus, mais surtout l'appareil politico-administratif (5).

Et d'ailleurs les prophéties apocalyptiques d'Amalrik ou de Medvedev, à moins d'événements extérieurs, par nature imprévisibles, n'ont pas de chance d'aboutir. Il n'y a pas de consensus de rechange, il n'y a pas d'autres organisations susceptibles d'assurer le pouvoir en dehors du parti dans l'Union soviétique actuelle et surtout, en dehors de critiques somme toute infimes émanant de « la marginalité contestataire » qui joue cependant le rôle irremplaçable d'opposition et de conscience morale, il n'y a pas de volonté

(3) Roy MEDVEDEV, *De la démocratie socialiste*, Paris, Grasset, 1972.

(4) V. Roy MEDVEDEV, *De la démocratie socialiste*, précité ; V. GEDILAGHINE, *Les contestataires en URSS*, Paris, Castermann, 1975 ; L. PLIOUTCH, *Idéologies de l'intelligentsia soviétique*, *Le Monde*, 17 avril 1976.

(5) V. M. LESAGE, *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est*, PUF, 1971 et J. F. HOUGH, *The soviet system : Petrification or Pluralism*, *Problems of communism*, 1972, n° 2.

populaire de changement mais seulement désir d'amélioration des conditions de vie quotidienne car en fin de compte le consensus est profondément ancré et sert à maintenir et à justifier le régime soviétique actuel.

Les spécificités. — Il y a, en fait, en Union soviétique deux consensus, le russe et le soviétique. Le premier a constitué de toutes pièces le second et lui a donné des caractères particuliers ; mais le second peu à peu doit se substituer au premier sous peine de disparaître.

Le consensus russe est essentiellement de nature culturelle. Il y a une histoire, une tradition, une civilisation, en un mot une culture russe plus forte que les régimes qui se sont succédé et qui constamment en cas de péril réalise la cohésion de l'ensemble. Cette culture est profondément liée à l'espace russe et il est significatif de noter que le mot russe MIR signifiait tout à la fois la communauté villageoise, le monde et la paix. C'est cette dimension qui a lié la religion au peuple, l'écrivain russe à la spiritualité, au populisme et à la terre, synonyme d'espace, d'infini, mais aussi symbole maternel et sécurisant. C'est sans doute la raison pour laquelle le politique devient secondaire et que la dichotomie gouvernants-gouvernés a été plus forte ici qu'ailleurs : appel à des princes varègues à l'époque de la Russie kiévienne ; acceptation de la domination mongole ; recours à des princes allemands à partir des Romanov ; enfin, rôle dirigeant du parti. Ce qui compte c'est que les gouvernants assurent la pérennité de la dimension culturelle russe et si ces gouvernants deviennent trop intolérables, trop incapables ou trop divisés, ils seront soit naturellement remplacés par d'autres plus valables, soit ils seront obligés de s'adapter. C'est sous cet angle que l'on peut repenser les épopées et les révoltes cosaques et aussi la Révolution de 1905, en un mot cet étrange mélange de résignation et de résistance qui a marqué l'ensemble de l'histoire russe. La force de cette dimension culturelle est celle d'un ciment quasi indestructible : la mort récente d'Alexandre Galitch à Paris, le 15 décembre 1977, a mis en lumière à quel point l'exil était pour ce poète-chanteur russe particulièrement pénible, car coupé de la réalité russe, il se sentait « solitaire et malheureux » (6).

Cette dimension culturelle et son importance ont été parfaitement comprises par les dirigeants soviétiques et c'est là qu'il faut trouver les racines et l'originalité du fédéralisme soviétique dont les carac-

(6) *Le Monde*, 17 décembre 1977.

tères culturels sont prédominants. Mais le consensus soviétique du fait de la diversité des cultures est aussi différent et c'est le parti qui va devenir l'élément essentiel de l'unité. Peu à peu le parti s'efforce de dégager l'idée qu'il existe une nation soviétique et la nouvelle Constitution du 7 octobre 1977 en est la parfaite illustration ; certains n'avaient-ils pas demandé, lors du débat constitutionnel, la suppression du fédéralisme (7) ? La question qui se pose alors est de savoir si cette nation soviétique est une réalité définitive ou une simple volonté politique. En fait il semble que le consensus soviétique a tendance à devenir une réalité définitive mais à condition que la culture russe, actuellement prépondérante, ne soit plus qu'une composante parmi d'autres ; mais n'est-il pas difficile dans la conception de l'Etat soviétique d'introduire la diversité, c'est-à-dire à plus ou moins long terme des germes de pluralisme et de changement, là où pendant soixante ans au contraire l'unicité a été privilégiée ? La substitution du consensus soviétique au consensus russe, sans doute inéluctable, est le véritable nœud du problème de la transformation soviétique.

(7) V. discours de L. Brejnev devant le Soviet suprême de l'URSS, *Pravda*, 5 octobre 1977.